HAUTES-PYRENEES

Communiqué

La CGT Santé et Action Sociale 65 s'inquiète des perspectives à court et long terme de l'offre de soins sur le Département des Hautes-Pyrénées car les annonces de fermetures de lits, de services se multiplient.

Dans ce contexte, nous avons sollicité un rendez-vous auprès de la Délégation Départementale de l'ARS (Agence Régionale de Santé) Occitanie des Hautes-Pyrénées que nous avons difficilement obtenu le 5 mai 2021.

Concernant la fermeture temporaire de lits sur la Polyclinique de l'Ormeau, l'ARS nous a informés que ces décisions avaient leur aval et n'a pas levé nos craintes que cela pourrait se prolonger jusqu'à l'automne.

Les tutelles nous ont avisés que la consigne nationale donnée, était de limiter le recours à l'intérim et/ou CDD. Cela pour permettre aux services de réanimation des hôpitaux en tension de la région Occitanie, voire de PACA (Provence-Alpes-Côte d'Azur), de disposer de main d'œuvre le cas échéant et dans le cadre de la déprogrammation d'activité pouvant surcharger les unités de réanimation.

Cette stratégie, qui peut s'entendre, pourrait l'être mais, est difficilement entendable localement. D'ailleurs la raison qui a été donnée par la direction aux représentant.es du personnel et aux salarié.es n'est pas celle-ci. La raison invoquée est le manque de personnel et de soulager les équipes restantes en les renforçant dans les secteurs ouverts tout en évitant de recourir à l'intérim et/ou CDD. Par contre, les consignes nationales ne justifient en rien les fermetures au niveau de cet établissement et l'ARS n'a pas été en capacité de nous apporter d'éléments allant dans ce sens. Nous savons très bien que les équipes, les agents de service hospitaliers n'iront jamais renforcer les établissements des capitales de région (Toulouse, Montpellier, Marseille) et l'ARS le sait pertinemment. Nous avons exprimé notre mécontentement contre ces fermetures de lits qui diminuent l'offre de soin, déstabilisent les équipes qui loin d'être renforcées sont à bout et n'ont aucune reconnaissance des efforts fournis. Par contre l'établissement va toucher grâce à la garantie de financement le chiffre d'affaires « soin » qu'il aurait réalisé s'il n'avait pas eu ces consignes pour des services fermés tout en payant moins de salarié.es et en ayant moins de charges fixes. Autant dire que l'exercice peut être très rentable à court terme surtout en ne se souciant ni de l'offre de soin départementale, ni de la santé de ses salarié.es.

L'ARS nous a malgré tout précisé qu'ils étaient attachés à ce que l'établissement maintienne l'offre de soin et nous a confirmé de la réouverture du service des urgences H24 à la Polyclinique de l'Ormeau.

Union Syndicale Départementale Santé et Action Sociale CGT des Hautes Pyrénées
Bourse du travail • 5 Boulevard du Martinet • Place des droits de l'Homme • 65000 Tarbes
☏ 06.72.70.41.05 • usd.65.cgt@gmail.com

HAUTES-PYRENEES

Communiqué

Concernant le CH de Bagnères-de-Bigorre, les représentant.es CGT ont des raisons de s'inquiéter sur une possible fermeture du service des Urgences la nuit cet été. Par manque prévisionnel de médecins urgentistes (-10 Equivalents Temps Plein), des recherches de solutions sont en cours et pour l'heure rien n'est arrêté. Mais à défaut de pouvoir recruter, la trajectoire donnée serait de fermer les lignes de garde les moins utilisées et donc…sur Bagnères de Bigorre.

Concernant le site unique regroupant le CH de Lourdes et le CH de Tarbes à Lanne, nos inquiétudes sont montées d'un cran à l'annonce de la projection du capacitaire du futur établissement soit 443 lits dont 360 d'hospitalisations complètes annoncées par la direction de l'hôpital aux représentant.es du personnel. La CGT Santé et Action Sociale est sous le choc de cette annonce puisque notre département perdrait plus de 315 lits soit plus que la capacité actuelle du CH Lourdes. L'ARS nous a affirmé ne pas être au courant ni de cette perte de lits, ni du projet médical, qui selon eux n'est pas finalisé. Que ce projet de site unique était conçu pour améliorer l'offre de santé sur le territoire et qu'il n'y avait pas de stratégie de fermetures de lits mais un virage vers l'ambulatoire. Nous avons du mal à croire qu'un nombre de fermeture**s** de lits aussi important n'entraîne pas une diminution de l'offre de soin sur le département. Nous assistons bien à une partie de poker menteur dont les perdants seraient bien la population des Hautes-Pyrénées et notre crainte, au-delà de la diminution de l'offre de soin, c'est aussi la perte programmée d'emploi**s** sur les Hautes-Pyrénées. Les agentes et les agents vont assister à un grand plan social puisqu'en plus de ces fermetures de lits vont s'ajouter la mutualisation des services supports des Hôpitaux d'Astugue, Bagnères de Bigorre, Tarbes, Lourdes (Pharmacie, Services Logistiques, Techniques et Administratifs, etc.) voire de son externalisation.

Nous avons évoqué dans l'avenir le maintien des deux maternités restantes sur notre département et l'ARS est restée muette à ce sujet.

L'ARS s'est voulue rassurante en affirmant que leur rôle sera de faire en sorte que l'offre de soin soit maintenue et améliorée en fonction des besoins, de l'âge de la population et qu'à leur niveau les considérations n'étaient pas financières.

La CGT Santé et Action Sociale 65 se battra contre ce projet et tout autre idée qui serait d'impacter, pour des raisons économiques, les réponses aux besoins de la population des Hautes-Pyrénées.

Union Syndicale Départementale Santé et Action Sociale CGT des Hautes Pyrénées
Bourse du travail • 5 Boulevard du Martinet • Place des droits de l'Homme • 65000 Tarbes
☏ 06.72.70.41.05 • usd.65.cgt@gmail.com

HAUTES-PYRENEES

Communiqué

Nous avons aussi dénoncé le désengagement de l'état concernant la psychiatrie et plus particulièrement pour les Hôpitaux de Lannemezan alors que justement il faudrait renforcer ces structures au vue de l'impact de la Covid-19 sur les personnes fragiles.

Nous avons réaffirmé avec colère le choix du Gouvernement, aidé par certaines organisations syndicales, de segmenter les négociations salariales dans le cadre du SEGUR. Non le compte n'y est pas et les prévisions de négociations pour certaines catégories professionnelles sont pour 2022 ou 2023. Inacceptable ! Nous avons rappelé que pour prendre en charge un usager, c'est toute une chaine humaine et professionnelle qui rend des missions. Sans un maillon, la chaine casse !

Les revalorisations salariales « Ségur 1 et 2 » doivent être pour toutes les catégories professionnelles qui participent à la prise en charge directe et indirecte … dès maintenant !

La CGT Santé et Action Sociale 65 va mener des batailles et appellera l'ensemble de la population Haute-Pyrénéenne à rejoindre les professionnels.

Notre première demande dans l'urgence de la situation est l'ouverture d'une table ronde avec les décideurs de notre département sur l'offre de soins dans les Hautes-Pyrénées.

Tarbes le 12 mai 2021

Union Syndicale Départementale Santé et Action Sociale CGT des Hautes Pyrénées
Bourse du travail • 5 Boulevard du Martinet • Place des droits de l'Homme • 65000 Tarbes
☏ 06.72.70.41.05 • usd.65.cgt@gmail.com